



COMMUNE D'AUDUN LE ROMAN

7A Place du Général De Gaulle

54560 AUDUN LE ROMAN

Tél. : 03.82.21.60.23

Courriel : mairie.audun-le-roman@neticable.org

**CREATION DE QUATRE ARRETS DE BUS NORMALISES ET
AMENAGEMENT CONNEXES**

RD 156 Quartier Gare et Centre Bourg

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

3. C.C.A.P.

Maîtrise d'œuvre :

GIRARD ÉTUDES S.A.R.L.

10 Rue des Hortensias

57255 SAINTE-MARIE AUX-CHÊNES

Tél : 09.52.77.97.90

Courriel : contact@girardetudes.fr



SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1. OBJET DU MARCHÉ	4
1.2. DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.3. INTERVENANTS.....	4
1.3.1. <i>Maîtrise d'Ouvrage</i>	4
1.3.2. <i>Maîtrise d'Œuvre</i>	4
1.3.3. <i>Coordination S.P.S.</i>	5
1.4. REPRÉSENTATION DE L'ENTREPRENEUR – SOUS-TRAITANCE.....	5
1.5. DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR	5
1.6. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	6
1.7. ORDRES DE SERVICE	6
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
2.1. PIÈCES PARTICULIÈRES	6
2.2. PIÈCES GÉNÉRALES	7
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES	7
3.1. RÉPARTITION DES PAIEMENTS	7
3.2. TRANCHE(S) CONDITIONNELLE(S).....	7
3.3. CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	7
3.3.1. <i>Les prix du marché sont hors TVA et sont réputés comprendre :</i>	7
3.3.2. <i>Les ouvrages ou les prestations faisant l'objet du marché seront réglés :</i>	8
3.3.3. <i>Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes :</i>	8
3.4. VARIATION DANS LES PRIX.....	8
3.4.1. <i>Mois d'établissement des prix du marché</i>	8
3.4.2. <i>Choix des index de référence</i>	8
3.4.3. <i>Période de neutralisation</i>	8
3.4.4. <i>Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables</i>	8
3.4.5. <i>Actualisation provisoire</i>	8
3.5. PAIEMENT DES COTRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS.....	9
3.5.1. <i>Désignation de sous-traitants en cours de marché</i>	9
3.5.2. <i>Modalités de paiement direct</i>	9
3.6. FORMES PARTICULIÈRES DE L'ENVOI DES PROJETS DE DECOMPTES MENSUELS ET FINALS	9
3.7. CHANGEMENT DANS L'IMPORTANCE DES DIVERSES NATURES D'OUVRAGES	10
3.8. DÉLAI DE PAIEMENT	10
3.8.1. <i>Délai de paiement</i>	10
3.8.2. <i>Suspension du délai de paiement</i>	10
ARTICLE 4. DÉLAIS D'EXÉCUTION – PENALITÉS.....	10
4.1. DÉLAI D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	10

4.2.	PENALITES ET RETENUES POUR RETARD DANS L'EXECUTION	11
4.2.1.	<i>Pénalité pour retard sur le délai d'exécution.....</i>	<i>11</i>
4.2.2.	<i>Pénalités pour retard dans la levée des réserves émises à la réception</i>	<i>11</i>
4.3.	AUTRES PENALITES.....	11
4.4.	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	12
4.5.	DEFINITION DES PHENOMENES CAUSES D'INTEMPERIE	12
ARTICLE 5.	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE – RETENUE DE GARANTIE	12
5.1.	RETENUE DE GARANTIE.....	12
5.2.	AVANCE FORFAITAIRE	12
5.3.	AVANCE SUR APPROVISIONNEMENT.....	13
ARTICLE 6.	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	13
6.1.	PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	13
6.2.	MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT	13
6.3.	CARACTERISTIQUES, QUALITES, VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	13
ARTICLE 7.	IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	13
7.1.	PIQUETAGE GENERAL.....	13
7.2.	PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES	13
ARTICLE 8.	PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	13
8.1.	PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	13
8.2.	ETUDES D'EXECUTION	14
8.3.	MESURES D'ORDRE SOCIAL, REGLEMENTATION DU TRAVAIL	14
8.4.	ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS	14
8.5.	CIRCULATION DES ENGINS, CAMIONS ET VEHICULES.....	15
8.6.	REUNIONS DE CHANTIER	15
8.7.	FOURNITURE DE DOCUMENTS	16
8.8.	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES.....	16
8.9.	PLAN D'ASSURANCE QUALITE	16
ARTICLE 9.	RECEPTION.....	17
ARTICLE 10.	GARANTIES	17
10.1.	GARANTIES GENERALES	17
10.2.	GARANTIES DE REPRISE DES PLANTATIONS.....	17
ARTICLE 11.	ASSURANCES.....	17
ARTICLE 12.	RESILIATION DU MARCHE.....	17
ARTICLE 13.	DEROGATION.....	18

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché

La présente consultation concerne les travaux de voirie et réseaux divers pour la création de quatre arrêts de bus normalisés qui se situeront sur la RD 156, rue Albert LEBRUN, au niveau du centre bourg à proximité de l'église (2) et à proximité de la gare (2). Des aménagements connexes seront également réalisés lors de ces travaux.

Pour établir son offre, il est précisé que :

- *L'entreprise prendra toutes les dispositions pour ne pas gêner la circulation sur la RD 156 ;*

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et sur les plans de projet.

Le marché est passé en vertu du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux passés par les collectivités locales définissant les conditions de la consultation.

Le marché est conclu selon la procédure adaptée.

1.2. Décomposition en tranches et lots

Les travaux définis à l'article 1 sont à réaliser en un lot unique

1.3. Intervenants

1.3.1. Maîtrise d'Ouvrage

COMMUNE D'AUDUN LE ROMAN

7A Place du Général De Gaulle

54560 AUDUN LE ROMAN

Tél. : 03.82.21.60.23

Courriel : mairie.audun-le-roman@netcable.org

1.3.2. Maîtrise d'Œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

GIRARD ÉTUDES S.A.R.L.

10 Rue des Hortensias

57255 SAINTE-MARIE AUX-CHÊNES

Tél : 09.52.77.97.90

Courriel : contact@girardetudes.fr

1.3.3. Coordination S.P.S.

La coordination S.P.S. sera définie ultérieurement si besoins est.

1.4. Représentation de l'entrepreneur – Sous-traitance

Dès notification du marché, l'entrepreneur désignera, pour toute la durée des travaux, un conducteur de travaux mandaté par lui, agréé par le Maître d'Œuvre, pour le remplacer en permanence durant ses absences.

Cette personne, chargée de la conduite des travaux, devra avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions qui s'imposent. De plus, une réunion de chantier sera tenue, une fois par semaine (jour ouvrable à convenir) à laquelle l'entrepreneur lui-même ou l'un de son représentant qualifié assistera obligatoirement.

Conformément aux stipulations n°2-41, 2-42 et 2-47 de l'article 2 du C.C.A.G. applicable aux marchés publics de travaux, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne responsable du marché l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

L'avenant ou l'acte spécial indique :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance à savoir :
 - les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes,
 - la date (ou le mois) d'établissement des prix,
 - les modalités de révision des prix,
- les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses.
- la personne habilitée à donner les renseignements
- le comptable assignataire des paiements et le compte à créditer.

Le silence de la personne responsable du marché gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

1.5. Domicile de l'entrepreneur

L'entrepreneur est tenu d'élire domicile à proximité des travaux et de faire connaître l'adresse de ce domicile à la personne responsable du marché et au Maître d'Œuvre.

Après la réception des travaux, l'entrepreneur est relevé de cette obligation ; toute notification lui est alors faite au domicile ou siège social mentionné dans l'Acte d'Engagement

L'entrepreneur est tenu de notifier immédiatement à la personne responsable du marché les modifications survenues au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ou le groupement
- à la forme de l'entreprise ou du groupement
- à la raison sociale de l'entreprise mandataire ou à sa dénomination
- à l'adresse du siège social de l'entreprise mandataire
- au capital social de l'entreprise et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise ou d'une des entreprises du groupement

1.6. Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article 141 de la loi du 25 janvier 1985, le juge-commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article 37 de la loi. En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration de délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

1.7. Ordres de service

- A. Les ordres de service datés et numérotés, établis par le Maître d'Œuvre, seront adressés en un exemplaire à l'entrepreneur ; celui-ci devra immédiatement le renvoyer au Maître d'Ouvrage après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

Lorsque l'entrepreneur estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au Maître d'Œuvre dans un délai de huit jours.

- B. L'exécution des travaux objet du présent marché est subordonnée à la notification à l'entrepreneur, par ordre de service, de la décision de la personne responsable du marché la prescrivant.

ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché, par ordre de priorité, sont les suivantes :

2.1. Pièces particulières

- 1) le Règlement de Consultation (R.C)
- 2) l'Acte d'Engagement (A.E)
- 3) le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)
- 4) le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- 5) Le Cadre de décomposition du Prix Global et Forfaitaire (C.D.P.G.F.)
- 6) le dossier des plans de projet, les IC,

Il est précisé que tout élément qui figurerait sur les plans et ne serait pas mentionné dans les pièces écrites ou réciproquement, aura la même valeur que si les indications correspondantes étaient portées à la fois sur les pièces écrites et sur les plans.

L'entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble du CCTP.

Les entrepreneurs sont invités à se rendre sur place et à s'entourer de tous les renseignements nécessaires à l'établissement de leurs prix unitaires, car il est bien convenu que **les prix remis le seront en toute connaissance de**

cause et qu'il ne sera jamais susceptible d'une augmentation qu'elle que soit et pour qu'elle que cause que ce soit, sauf :

- en cas de modifications apportées aux plans qui auraient fait l'objet d'ordres de service préalables, écrits, détaillés et chiffrés,
- en cas d'obscurité, d'erreur ou d'oubli, les entrepreneurs doivent faire préciser par l'intermédiaire de la Maîtrise d'Œuvre, la nature de l'ouvrage qui pourra être demandée et permettre le parfait achèvement des travaux et ce, **avant la remise de leur offre.**
-

Les entrepreneurs sont tenus de vérifier les quantités à fournir et de prévenir le Maître d'œuvre en cas d'erreur ou d'omission dans les plans et descriptifs.

Les entrepreneurs devront vérifier les cotes de plans et faire compléter les indications qui leur paraîtront insuffisantes, faute de quoi, ils seront seuls responsables des conséquences qui pourraient résulter d'oublis ou d'erreurs dans la décomposition du prix global ou les plans fournis par la Maîtrise d'Œuvre.

Les clauses ci-dessus étant formelles, le fait de remettre une proposition, de signer un marché, indique leurs acceptations sans réserve par l'entrepreneur.

2.2. Pièces générales

Les plus récentes prévalant, dans chacune des catégories ci-après, sur les plus anciennes :

- le ou les Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés de travaux publics et aux prestations faisant l'objet du marché ;
- le Cahier des Charges des Documents Techniques (D.T.U.), publié par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, arrêté du 8 septembre 2009 ;
- Les "Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés" tels qu'ils sont énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 30 novembre 1979 et compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 ;
- Les normes françaises en vigueur à la date de remise de l'offre.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1. Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur, à ses cotraitants et/ou à ses sous-traitants.

3.2. Tranche(s) conditionnelle(s)

Sans objet.

3.3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3.3.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont réputés comprendre :

- toutes les fournitures et les dépenses résultant des travaux y compris les frais généraux, impôts et taxes et assurer à l'entrepreneur une marge pour risques et bénéfices. L'installation et l'entretien du bureau mis à la disposition du Maître d'Œuvre sont à la charge de l'entreprise.
- toutes les sujétions d'exécution et de phasages des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu, ils sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestations n'est à fournir par le Maître de l'Ouvrage.
- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement des durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Température	< - 2°C	A 12 h 00
Précipitations	>5 mm	De 7 h à 18 h
Neige	>5 cm	+ d'1/2 jour

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : **Poste météo base aérienne Metz Frescaty.**

3.3.2. Les ouvrages ou les prestations faisant l'objet du marché seront réglés :

- à l'avancement des prestations décrites dans le détail quantitatif et estimatif dans la limite de l'évaluation mentionnée dans l'acte d'engagement.

Le titulaire est informé que des factures distinctes sont à produire pour le volet « Eaux Pluviales » et le volet « Eaux usées ».

3.3.3. Les modalités du règlement des comptes du marché seront les suivantes :

- les projets de décompte sont présentés conformément au modèle qui est remis à l'entrepreneur lors de la notification du marché,
- les acomptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions des articles 13.1. et 13.2. du C.C.A.G.

3.4. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réglées par les stipulations ci-après.

Les prix sont fermes et actualisables suivant les modalités fixées aux articles suivants.

3.4.1. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé mois zéro.

3.4.2. Choix des index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index national :

Travaux Publics T.P. 01 (tous travaux) publié au bulletin officiel du service des prix et au Moniteur des Travaux publics pour l'index TP ; publié au bulletin officiel du ministère en charge de l'équipement et au Moniteur des Travaux Publics pour l'index BT.

3.4.3. Période de neutralisation

La période de neutralisation des prix est fixée à **3 mois** suivant le mois zéro.

3.4.4. Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables

L'actualisation est effectuée par l'application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = (I_d - 3) / I_0$$

Où C_n est la valeur du coefficient pour le mois m , I_0 et I_{d-3} sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois $(d-3)$ par l'index de référence I du marché sous réserve que le mois d du début d'exécution des travaux soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

3.4.5. Actualisation provisoire

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement un utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3.5. Païement des cotraitants et sous-traitants

3.5.1. Désignation de sous-traitants en cours de marché

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance; si cet entrepreneur est un cotraitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

3.5.2. Modalités de paiement direct

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement déterminé à partir de la partie du décompte afférente au lot assigné à ce cotraitant.

Pour les sous-traitants auxquels le marché assigne un lot, la signature du projet de décompte par le titulaire vaut, pour chacun desdits sous-traitants, acceptation du montant d'acompte ou du solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente au lot qui lui est assigné.

Le titulaire joint en outre au projet de décompte, en double exemplaire, une attestation par laquelle :

- il indique le montant en prix de base de l'acompte ou du solde qui résulte de la prise en considération du projet de décompte
- il marque son accord pour que le montant de la somme à verser au sous-traitant soit calculé en appliquant à ce montant les stipulations du marché.

Pour les sous-traitants auxquels le marché n'assigne pas un lot, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné, cette somme inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation jointe en double exemplaire au projet de décompte signé par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage au sous-traitant concerné; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix et inclut la TVA.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Dès réception de ces pièces, le Directeur des travaux avise directement le sous-traitant de la date de réception du projet de décompte et de l'attestation envoyée par l'entrepreneur et lui indique les sommes dont le paiement à son profit a été accepté par l'entrepreneur.

3.6. Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes mensuels et finals

Avant le 5 de chaque mois, les entrepreneurs remettent au Maître d'Œuvre une situation en quatre exemplaires des travaux effectués dans le mois précédent.

Les situations de travaux seront établies, sur la base du DQE, pour un mois d'exécution et ne pourront concerner deux ou plusieurs mois groupés.

Chaque situation sera cumulée et devra faire apparaître :

- la nature des travaux
- le mois d'exécution
- les travaux exécutés dans le mois
- le cumul des travaux exécutés depuis le démarrage du chantier
- le montant global des travaux exécutés

Le Maître d'Œuvre vérifie cette situation et établit une proposition de paiement qu'il adresse au Maître d'Ouvrage.

Les états de situation devront faire mention du taux et du montant de la TVA.

Après l'achèvement des travaux, l'entrepreneur dressera le projet de décompte final établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble.

Le projet de décompte final sera remis au Maître d'Œuvre dans un délai de quinze jours à compter de la date de notification de la réception des travaux.

3.7. Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages

L'entrepreneur ne pourra en aucun cas demander le paiement d'ouvrages manifestement supplémentaires et pour lesquels il n'aurait pas obtenu préalablement un ordre de service du Maître d'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG, l'entrepreneur n'a droit à aucune indemnité, quel que soit le montant de l'augmentation de la masse initiale des travaux.

Par dérogation à l'article 16.1 du CCAG, l'entrepreneur n'a droit à aucune indemnité, quel que soit le montant de la diminution de la masse initiale des travaux.

Par dérogation à l'article 17.2 du CCAG, l'entrepreneur n'a droit à aucune indemnité pour changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages.

3.8. Délai de paiement

3.8.1. Délai de paiement

Le délai de paiement est fixé conformément au considérant 23 et article 6-1 de la directive européenne 2011/7/UE concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales à compter du cachet de réception de la facture et dans le Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

3.8.2. Suspension du délai de paiement

Le délai global de paiement tel que défini dans le Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique dans son article 4, pourra être suspendu une fois par l'ordonnateur. Cette suspension sera notifiée au titulaire en recommandé avec accusé de réception. Cette notification précisera les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par le Maître d'Ouvrage, un nouveau délai global est ouvert.

ARTICLE 4. DELAIS D'EXECUTION – PENALITES

4.1. Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution maximum est fixé par l'Acte d'Engagement.

Pour établir son offre, il est précisé que :

- L'entreprise prendra toutes les dispositions pour ne pas gêner les accès aux riverains.***
- L'entreprise devra mener ses travaux en respectant les plans de circulation et de signalisation et mettre en œuvre les moyens adaptés afin de s'adapter aux contraintes de circulation publiques et de chantier.***

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du 2.3 de l'article 19 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 15 jours pour la tranche ferme.

Par dérogation au troisième alinéa du 2.3 de l'article 19 du CCAG, si des intempéries non visées par une disposition légale ou complémentaire, ou d'autres phénomènes naturels, s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution

des travaux, le Maître d'Œuvre pourra prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition de l'entrepreneur et le délai d'exécution sera prolongé d'autant.

La prolongation du délai d'exécution pour intempéries ne donnera lieu à aucune indemnité.

En cas de mauvaise organisation de la part de l'entrepreneur pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitable, le Maître d'Œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour l'éventuelle prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation de l'entrepreneur, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

La modification du (des) délai(s) d'exécution pour toutes autres raisons que l'application des intempéries, ne pourra être autorisée que par voie d'avenant au présent marché.

4.2. Pénalités et retenues pour retard dans l'exécution

Elles seront gérées par le Maître d'Œuvre en fonction du planning établi par lot avant exécution. Elles sont imputées à l'entreprise par le Maître d'Ouvrage chargé de l'établissement des certificats de paiement.

4.2.1. Pénalité pour retard sur le délai d'exécution

Par dérogation à l'article 20.1 du CCAG de travaux, il sera appliqué une pénalité de **1/500^e** du montant initial HT du marché, éventuellement modifié par les avenants, par jour calendaire de retard.

4.2.2. Pénalités pour retard dans la levée des réserves émises à la réception

Par jour calendaire de retard et jusqu'à leur achèvement, même si le Maître d'Ouvrage décide l'application du 2ème alinéa de l'article 41.6 du C.C.A.G, une pénalité de **1/500^e** du montant initial HT du marché, modifié éventuellement par les avenants, sera appliquée.

4.3. Autres pénalités

Des pénalités aux montants HT indiqués ci-après sont automatiquement appliquées dans les cas suivants :

Nature de l'infraction	Pénalité	Unité de compte
Non respect des prescriptions relatives à l'hygiène, la sécurité ou la signalisation générale du chantier	80 €	Par infraction et Par jour calendaire
Dépôt de matériaux, matériels, gravois en dehors des zones prescrites	80 €	Par infraction et Par jour calendaire
Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement, à la coordination, ou aux études d'exécution des travaux	80 €	Par document et Par jour calendaire
Absence non motivée à l'avance, ou représentation par une personne non qualifiée, à une réunion de chantier	150 €	Par absence
Retard à une réunion de chantier	15 €	Par quart d'heure
Retard dans la remise d'un décompte mensuel	1/1000 ^{ème}	Par jour calendaire
Retard dans la remise du décompte final	1/500 ^{ème}	Par jour calendaire
Retard dans la remise des Dossiers des Ouvrages Exécutés	80 €	Par jour calendaire
Non-respect du nettoyage des voies d'accès	1000 €	Par jour constatés

Chacune des pénalités ci-dessus est imputée directement au titulaire, cotraitant ou sous-traitant du lot concerné quand celui-ci est clairement identifié. Dans le cas contraire, ces pénalités sont retenues des sommes dues au titulaire jusqu'à ce que celui-ci fasse connaître dans les TRENTE jours le (ou les) cotraitant(s) ou sous-traitant(s) responsable(s) avec les parts à lui (leur) imputer.

4.4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

4.5. Définition des phénomènes causes d'intempérie

Pour l'application de l'article 4.1 du présent C.C.A.P. sont considérés comme causes d'intempéries les phénomènes naturels indiqués ci-après :

Vent : vitesse supérieure à 60 km/h pour l'usage des grues ou des nacelles.

Température : + 5°C à 8h du matin pour les travaux de maçonnerie et d'enrobés.

0°C à 8h du matin pour les dallages en béton.

-4°C à 8h du matin pour les autres ouvrages.

Pluie : 10 mm en 24 heures.

Neige : 5 cm en 24 heures.

Présence de neige pour les travaux d'espaces verts.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE – RETENUE DE GARANTIE

5.1. Retenue de garantie

En application des articles 121 et 123 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, une retenue de garantie sur acompte sera appliquée.

Cette retenue de garantie sera prélevée dans les conditions suivantes :

- **une retenue de garantie de 5 %** sera appliquée sur chaque situation mensuelle de travaux présentée par l'entrepreneur et sur chaque avenant

Le remplacement de cette retenue de garantie par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire, peut intervenir dans les conditions prévues aux articles 122 et 123 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

5.2. Avance forfaitaire

Conformément aux prescriptions de l'article 110 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, une avance forfaitaire est accordée au titulaire lorsque le montant fixé dans l'acte d'engagement est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Néanmoins, et en application de l'article 112 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le versement de cette avance ne pourra être effectué qu'après constitution d'une garantie bancaire à première demande couvrant la totalité de l'avance sollicitée.

Le titulaire peut refuser le versement de cette avance.

Le montant de l'avance forfaitaire est fixé à 5 % du montant TTC déterminé suivant les modalités de l'article 110 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le remboursement de l'avance forfaitaire effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, s'effectue en une fois lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché, du bon de commande ou de la tranche atteint 65 % du montant du marché, du bon de commande ou de la tranche.

Le titulaire devra justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance.

5.3. Avance sur approvisionnement

Il n'est prévu aucune avance sur approvisionnement.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1. Provenance des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction donc le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le C.C.T.G. ou déroge aux dispositions dudit C.C.T.G.

6.2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

- Le C.C.T.P. définit les compléments à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais, épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.
- Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications

Sauf accord intervenu entre le Maître d'Œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications et la surveillance seront assurées par le Maître d'Œuvre.

ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1. Piquetage général

Le piquetage des ouvrages sera effectué suivant les plans de travaux par le géomètre du Maître d'Ouvrage aux frais de l'entrepreneur, cette implantation sera vérifiée par le Maître d'Œuvre.

L'opération sera mentionnée sur un procès-verbal signé sur-le-champ par les deux parties et notifiée par le Maître d'Œuvre à l'entreprise.

7.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le piquetage des ouvrages souterrains ou enterrés est à la charge de l'entrepreneur et sous sa responsabilité. Il prendra par conséquent contact avec les divers concessionnaires de réseaux. Le piquetage des réseaux existants sera fait après exécution de sondages de repérages.

Il lui appartiendra de prendre tous renseignements auprès des administrations concernées pour obtenir les indications sur les ouvrages existants.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou de câbles électriques, l'entrepreneur doit prévenir l'exploitant de ces canalisations ou câbles dix jours au moins avant le début des travaux.

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

La période de préparation est incluse dans le délai d'exécution. L'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution (planning détaillé) assorti du projet des installations de chantier (baraquements, sanitaires, coffrets, stockages) conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G. et le soumettre au visa du Maître d'Œuvre dans le délai de quinze jours suivant la notification du marché.

8.2. Etudes d'exécution

Les dossiers d'exploitation de voirie, permissions de voirie, schémas de déviations éventuelles, plans de phasage des travaux, plans d'exécution des ouvrages préfabriqués, plans des projets voirie, assainissement et réseaux divers seront établis par l'entrepreneur et soumis avec les notes de calculs correspondantes au visa du Maître d'Œuvre. Ce dernier devra les retourner à l'entrepreneur avec ses observations au plus tard 15 jours après leur réception.

Ces éléments seront à soumettre dans un délai de quinze jours suivant la notification du marché.

8.3. Mesures d'ordre social, réglementation du travail

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire devra réaliser une action d'insertion à hauteur de 5% de la masse salariale estimée forfaitairement à 30%.

Les clauses d'insertion sociales ayant pour but le retour à l'emploi des personnes qui en sont éloignées, l'entreprise attributaire pourra, pour réaliser sa clause :

- soit recruter des personnes en insertion (bénéficiaire du RSA ou minimum sociaux, jeunes de moins de 25 ans sans qualification, demandeurs d'emploi de longue durée, travailleurs handicapés, demandeurs d'emploi de plus de 50 ans).
- soit s'appuyer sur une structure d'insertion par l'activité économique (entreprise d'insertion, entreprise de travail temporaire d'insertion, association intermédiaire, atelier chantier d'insertion).
- soit ouvrir un compte épargne temps qui pourra prendre toutes les formes imaginables (chantiers, actions, initiatives, dons ou contributions utiles à l'insertion) en accord avec le Service Territorial d'Insertion dépendant du Conseil Départemental (Tél. 03.82.47.54.70). Le calcul de l'impact financier se fera sur la base du SMIC toutes charges comprises.

Ce compte épargne temps devra se concrétiser dans l'année suivant la date de notification du marché.

En cas de sous-traitance, l'intégration ou la non-intégration de l'obligation d'insertion dans le contrat de sous-traitance est sans conséquence sur l'engagement contractuel du titulaire.

Cette méthode offrira plus de souplesse, à la fois pour l'entreprise et pour la structure chargée des actions d'insertion.

En cas de non-respect de la clause d'insertion, le titulaire encourt, sans mise en demeure, une pénalité égale à 5% du montant du marché qui lui a été attribué.

En cas de refus caractérisé de la part du titulaire de respecter la clause d'insertion sociale, le maître de l'ouvrage se réserve le droit, après mise en demeure, de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 49 du CCAG travaux.

8.4. Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Les mesures particulières ci-après, concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par l'entrepreneur :

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation.

L'entrepreneur aura également à sa charge, l'ensemble des prestations liées à la mise en sécurité et à la signalisation du chantier et les dépenses inhérentes aux contraintes imposées tant par la préservation de la circulation des personnes que des véhicules. Notamment, il respectera les exigences du décret du 8 janvier 1965 en matière d'hygiène et de sécurité des chantiers.

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée sous contrôle des services ci-après :

Conseil Départemental, DDE, Services Techniques de la ville, sociétés de transports en commun, coordonnateur de sécurité.

La signalisation des chantiers devra être conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.

- livre I signalisation des routes : définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié, et notamment les fascicules de la 8^{ème} partie relatifs à la signalisation temporaire

La signalisation au droit des travaux sera réalisée par l'entreprise.

La signalisation des tronçons mis en sens unique alterné sera réalisée soit par pilotage manuel à l'aide de piquets K 10, soit par feux tricolores.

L'exécution du pilotage manuel à l'aide de piquets K 10 sera assurée par l'entrepreneur.

L'entrepreneur devra soumettre à l'agrément du Maître d'Œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant le cours de ceux-ci l'entrepreneur devra faire connaître nominativement au Maître d'Œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui devra pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Le personnel de l'entrepreneur travaillant sur les parties du chantier sous circulation devra être doté d'un baudrier ou d'un gilet rétro réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier seront marquées de bandes rouges et blanches rétro réfléchissantes.

Les véhicules et engins de chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée devront être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe C : matériels mobiles alinéa 2 – feux spéciaux – de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I – 8^{ème} partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K 1 avertiront les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

Les demandes de permission de voirie seront réalisées par l'entreprise ainsi que les demandes de déviations et d'interruption de voirie.

8.5. Circulation des engins, camions et véhicules

L'entrepreneur prendra toutes précautions pour éviter les chutes de matériaux et les dépôts de boues sur les voiries publiques empruntés par son matériel et ses engins. Il effectuera les nettoyages et les ébouages nécessaires, les dépenses correspondantes étant comprises dans les prix unitaires.

En cas de non-respect du nettoyage des voies d'accès au chantier, telle que défini à l'article 4.3, une pénalité sera appliquée par jour constaté.

L'entrepreneur s'assurera, avant remise de son offre, auprès des services de la voirie, de la DDE et du Conseil Départemental de la capacité et du tonnage admissible sur les voies, routes, ouvrages qu'il se propose d'emprunter pour desservir le chantier.

8.6. Réunions de chantier

Une réunion de chantier hebdomadaire aura lieu sur place.

Chaque entrepreneur dûment convoqué est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le Maître d'Œuvre ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entrepreneur, et de donner sur-le-champ, les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier.

La présence de tous les entrepreneurs convoqués aux rendez-vous de chantier est indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux. L'absence d'un entrepreneur ou son remplacement par des personnes

insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant, et mention du fait en est portée sur le rapport de chantier.

8.7. Fourniture de documents

Tous les plans d'exécution, tous les plans de réservation et d'une manière générale tous les documents établis par les entrepreneurs en cours de chantier seront diffusés par ceux-ci à raison de :

- un exemplaire au Maître d'Œuvre
- un exemplaire au Maître d'Ouvrage
- tout exemplaire complémentaire que pourront demander les entreprises intéressées

8.8. Dossier des ouvrages exécutés

A la fin des travaux, conformément à l'article 40 du C.C.A.G., l'entrepreneur doit fournir des documents représentant les ouvrages « tels que construits », ces documents seront notamment :

- un plan côté comportant les voiries, le repérage des axes implantés, les différentes natures de revêtement, le nivellement des travaux ...
- un plan côté comportant les canalisations d'assainissement avec les diamètres, les regards avec indication des niveaux des fils d'eau et des tampons,
- un plan côté comportant les réseaux d'eau potable avec les positions par rapport aux voiries de tous les ouvrages de fontaineries et accessoires,
- un plan comportant les diverses gaines, chambres, coffrets des réseaux de télécommunications, de télévision, d'éclairage public et d'électricité.
- les procès-verbaux réalisés sur les réseaux.

Est précisé que les levés des réseaux devront être réalisés fouilles ouvertes. L'ensemble des éléments caractéristiques des réseaux (chambres, coffrets, vannes, regards, coudes ...) devront repérés par triangulation sur le bâti existant.

Est également précisé que l'ensemble des levés des travaux (réseaux, voiries, espaces verts) devra être effectués par un géomètre expert, membre de l'ordre, qui confirmera notamment que les levés des réseaux ont bien été exécutés fouilles ouvertes.

Le prix prévu pour chaque poste dans le marché devra comprendre la rémunération afférente à ces levés. Il n'est pas prévu de rémunération spécifique pour le récolement informatisé.

La remise de ces documents conditionnera l'acceptation du procès-verbal de réception.

Ces plans sont à remettre en trois exemplaires couleur sur papier plus un sur support informatique (format DWG), les autres documents étant également à remettre en trois exemplaires.

Par dérogation avec l'article 40 du C.C.A.G., ces éléments devront être remis au Maître d'Œuvre dans un délai de quinze jours.

En cas de retard, la retenue définie à l'article 4.3, sera opérée, sur les sommes dues à l'entrepreneur.

8.9. Plan d'assurance qualité

Afin de respecter les prescriptions demandées dans le CCTP relatives aux performances des voiries, réseaux et autres ouvrages, l'entrepreneur est tenu d'établir un plan d'assurance qualité définissant les modes opératoires, les contrôles, vérifications, épreuves et essais qui relèvent des contrôles prévus au marché.

Ce document sera soumis à l'approbation du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre.

Les opérations de contrôles internes et les essais demandés dans le CCTP sont à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur met à la disposition du Maître d'Œuvre les matériels, installations de laboratoire, ..., nécessaire à la réalisation des essais et contrôles.

ARTICLE 9. RECEPTION

L'entrepreneur devra aviser le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, par écrit, de la date à laquelle il estime que les travaux seront achevés en vue des opérations préalables à la réception des travaux. La réception pourra éventuellement être prononcée par phase de travaux.

Cette réception sera prononcée conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG.

ARTICLE 10. GARANTIES

10.1. Garanties générales

Le délai de garantie de parfait achèvement des travaux est fixé à un an.

Pour tous les travaux objet du présent marché, le délai de garantie est fixé à 10 (dix) ans à compter de la date de réception des travaux. Cette garantie dite décennale engage l'entrepreneur, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du Maître d'Œuvre ou du Maître d'Ouvrage, les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés.

10.2. Garanties de reprise des plantations

Par dérogation à l'article 41.5 du CCAG, les travaux de confortement prévus au marché seront exécutés pendant l'ensemble du délai de garantie suivant : le délai de garantie est fixé à 24 mois pour les travaux de plantation (hors engazonnements).

Par dérogation à l'article 41.5 du CCAG, les travaux de confortement décrits au CCTP seront à exécuter après la réception et durant tout le délai de garantie.

ARTICLE 11. ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les cotraitants et les sous-traitants désignés dans le marché devront justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux et d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1382 et suivants, 1792 et suivants, 2270 et suivants du Code Civil.

L'entrepreneur, ses cotraitants ou sous-traitants, devront être titulaire d'une assurance de responsabilité civile de chef d'entreprise, ses assurances doivent couvrir en cours de travaux et pendant la période de responsabilité décennale, les responsabilités pécuniaires des dommages de toutes natures causés aux tiers du fait de l'activité de l'entrepreneur, de ses cotraitants ou sous-traitants sur le chantier.

L'entrepreneur devra joindre à son Acte d'Engagement une attestation émanant de sa compagnie d'assurance ainsi que les attestations de ses cotraitants et sous-traitants, délivrées dans les mêmes conditions.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part de l'entrepreneur la souscription d'une assurance complémentaire et à défaut de souscrire ladite assurance pour le compte de ce dernier. Le montant de la prime sera retenu sur justification sur le montant de la première situation présentée par l'entrepreneur.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, l'entrepreneur devra justifier à tout moment tout paiement de ses primes d'assurance, ainsi que celles de ses cotraitants et sous-traitants. Aucun règlement ne sera effectué par le Maître d'Ouvrage à l'entrepreneur si celui-ci ne produit pas de justificatif.

ARTICLE 12. RESILIATION DU MARCHE

Le marché pourra être résilié par le maître de l'ouvrage dans les cas prévus aux articles 45 et 49 du CCAG Travaux et dans le respect des dispositions de l'article 48 de ce même CCAG Travaux.

Il pourra être résilié également dans le cadre de l'application des articles 51 et 52 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Dans ce cas, cette mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai, à défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Dans les deux cas précédents de résiliation, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux frais et risques du titulaire. Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront alors prélevés sur les sommes qui peuvent être dues l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépense restent acquises à la personne publique.

ARTICLE 13. DEROGATION

Sauf dérogation expressément prévue au présent Cahier des Clauses Administratives Particulière, l'entrepreneur sera soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux.

Dérogation à l'article	3.8	du CCAG part l'article	1.7	du présent CCAP.
Dérogation à l'article	13.3.2	du CCAG part l'article	3.6	du présent CCAP.
Dérogation à l'article	13.2	du CCAG part l'article	3.6	du présent CCAP.
Dérogation à l'article	15.3	du CCAG part l'article	3.7	du présent CCAP.
Dérogation à l'article	16.1	du CCAG part l'article	3.7	du présent CCAP.
Dérogation à l'article	17.2	du CCAG part l'article	3.7	du présent CCAP.
Dérogation à l'article	19.2.3	du CCAG part l'article	4.1	du présent CCAP.
Dérogation à l'article	20.1	du CCAG part l'article	4.3.1	du présent CCAP.
Dérogation à l'article	24	du CCAG part les articles	6	du présent CCAP.
Dérogation à l'article	27.3.1	du CCAG part l'article	7.2	du présent CCAP.
Dérogation à l'article	40	du CCAG part l'article	8.8	du présent CCAP.
Dérogation à l'article	44.1	du CCAG part l'article	10	du présent CCAP.
Dérogation à l'article	9.2	du CCAG part l'article	11	du présent CCAP.

Le.....

Le.....

Le représentant légal
du Maître d'Ouvrage
Le Maire,
René THIRY

Acceptation de l'entreprise (Lu et approuvé)
L'entrepreneur